

Ces paysans qui ont tout perdu...

Mi-mai 2011, Shinpei Murakami et Toshihide Kaméda, deux paysans bio japonais, sont venus témoigner en France de l'accident qui les a condamnés à abandonner leurs fermes et leurs terres.

SHINPEI MURAKAMI, 52 ANS, PÈRE DE TROIS ENFANTS, ORIGINAIRE DE IITATÉ, À 30 KM de la centrale de Fukushima, a expliqué qu'il n'aurait jamais imaginé se retrouver en France "le pays dont 80% de l'électricité est nucléaire". A choisir, il serait plutôt allé "en Allemagne ou au Danemark pour voir le futur". Il raconte : "Le 11 mars, 2h avant la catastrophe, je construisais une maison en bois avec un stagiaire. J'étais assis en hauteur sur une poutre quand les séismes se sont produits. Une succession de trois tremblements de terre violents. Je suis vite redescendu et j'ai vérifié l'état de ma grange et de mon restaurant. Par chance, aucun bâtiment n'était abîmé. D'un seul coup il n'y avait plus d'électricité. Comme ma ferme est autosuffisante cela allait quand même.

Vers 18h, l'annonce a été faite que la centrale nucléaire avait été touchée par le tsunami mais qu'elle s'était mise en "arrêt automatique". Je me suis dit : "C'est OK". Mais un réacteur a besoin d'électricité car s'il n'y a plus de refroidissement du cœur alors il explose... Je savais cela car je m'étais impliqué contre le nucléaire depuis Tchernobyl. Très effrayé, j'ai essayé d'avoir des informations par la télévision et internet. A 20h, le cœur était découvert de 1 m ! Puis il y a une déclaration officielle comme quoi le cœur était à nouveau recouvert d'eau et la situation sous contrôle. Je suis allé me coucher.

Mais à 2h30 du matin, ma femme et mes trois enfants qui passaient la nuit chez les amis en attendant la fin des répliques, sont arrivés en me disant qu'il fallait se sauver. Ma femme m'a dit : "Ce n'est pas vrai que la situation est sous contrôle". Un ami antinucléaire les avait prévenus que cela risquait de devenir un Tchernobyl. J'étais très tourmenté.

"TEPCO et le gouvernement n'avaient aucun contrôle de la situation"

Le 12 mars, nous sommes partis, mon stagiaire et ma famille dans le département d'à côté, chez ma sœur, à 100 km de la centrale. A 15h, nous avons appris l'explosion d'un premier réacteur. A 19h30 le gouvernement disait : "pas de danger, c'est juste de l'hydrogène". Le 13 mars, nouvelle explosion. J'ai compris que TEPCO et le gouvernement n'avaient aucun contrôle de la situation. J'ai reconduit mon stagiaire chez lui à 700 km de la centrale et j'ai rendu visite à mes parents dans la même région. J'étais toujours très perturbé.

Le 15 mars, une vingtaine d'amis m'ont téléphoné pour me demander de leur trouver un endroit où aller car ils voulaient quitter Fukushima. J'ai sollicité l'organisation de fermiers bio Ainô dont je suis membre. Ils ont accepté de nous héberger. Ils ont reçu 50 réfugiés. 20 à 30 personnes y vivent toujours en ce moment. Bien qu'agissant avec les mouvements antinucléaires, je n'arrivais pas à croire que cela arrivait... Les antinucléaires étaient hélas moins actifs ces dernières années. Le gouvernement disait tant que nous étions supérieurs aux Soviétiques et qu'un Tchernobyl ne pourrait jamais arriver chez nous... Inconsciemment je voulais croire le gouvernement. Mais même après un fonctionnement sans accident, on ne sait pas quoi faire des déchets, comme le plutonium qui est la pire chose que l'Homme ait jamais fabriquée. En France comme au Japon on ne s'est pas posé la question de ce que l'on allait en faire ensuite. C'est immoral.

Pour un peu d'électricité aujourd'hui, on laisse la pourriture à nos descendants. Ce n'est pas viable.

Ils disent aujourd'hui que ce qui s'est passé est au-delà de ce qu'ils pouvaient imaginer. Les mêmes experts qui disaient que c'était 100 % sûr...



D.R.



D.R.

▲ De haut en bas :
- M. Toshihide Kaméda,
micro en main devant
l'entreprise Tepco.
- M. Shinpei Murakami
avec sa famille

LA SÈCHERESSE MENACE LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Après 20 ans d'actions dans les pays pauvres⁽¹⁾, je sais pourquoi il y a de si grands écarts : les riches mettent en place des règles injustes et exploitent les pays pauvres. Nous ne pouvons plus vivre ainsi. Deux menaces nous guettent : le désastre écologique (nucléaire...) et la colère qui monte contre l'injustice de ce modèle économique (style 11 septembre 2001...).

Quand je suis revenu au Japon en 2002, je voulais mettre en œuvre un village écologique, non connecté à l'exploitation du tiers-monde. Un écovillage basé sur l'entraide. Une sorte d'espoir pour le futur. Je suis venu à Iitate⁽²⁾. Disposant de 6 ha de terres, je cultive biologiquement 60 sortes de légumes et céréales et produis les aliments pour mon restaurant macrobiotique. Ma femme fait la cuisine. J'ai une trentaine de clients qui viennent chercher mes produits naturels⁽³⁾. J'ai construit moi-même ma maison et les autres bâtiments.

"Si le Japon change c'est peut-être une chance pour la France"

Tout ce que nous avons fait a été anéanti. Le 1er mai, un ami, professeur et conseiller de la ville de Iitate, m'a demandé l'autorisation de faire des mesures de radioactivité sur ma ferme. Elles ont révélé qu'il nous était impossible de rester là. Des gens me demandent ce que l'on peut faire maintenant. Je ne sais pas. Je sais par contre que le reste de ma vie je serai impliqué contre le nucléaire car on ne peut pas construire une société durable avec cela. C'est notre responsabilité vis-à-vis de nos enfants. Peut-être êtes-vous tristes, mais j'ai quand même plein d'espoir. Nous devons changer le système pour nos enfants. Le gouvernement japonais ne peut plus dire que c'est sûr. Des mensonges sont dévoilés. On sait maintenant que les chiffres sur le faible coût de l'électricité nucléaire ne sont pas justes. La meilleure chose à faire c'est de lutter contre le nucléaire. Et si le Japon change c'est peut-être une chance pour la France".

BEN UADEN & LE MONDE SOUAGÉ



"C'est comme si on avait fait tomber nous-mêmes la bombe de Nagasaki ou d'Hiroshima"

Toshihide Kameda, 63 ans, père de trois enfants, vivait à Minami Soma. Il est depuis 2004 président de la confédération des paysans de Fukushima⁽⁴⁾ qu'il a cofondée il y a 20 ans. La famille de sa sœur cadette a été sinistrée par le tsunami. Avec eux, ils sont onze à devoir reconstruire leur vie dans un nouveau lieu.

"J'avais manifesté contre la centrale au moment de sa construction. Je suis en colère car j'étais contre et j'en subis quand même les effets. C'est comme si on avait fait tomber nous-mêmes la bombe de Nagasaki ou d'Hiroshima. Maintenant, je ne peux plus retourner vivre chez moi. Juste y faire un rapide passage sur autorisation et en combinaison. Ma famille était dans la région depuis au moins 100 ans. C'est absurde.

TEPCO disait que la sécurité était assurée à 100 %. Il ne faut pas admettre une industrie si dangereuse.

Les enfants en bas âge sont dans une situation inquiétante. Le gouvernement continue de faire croire que ce n'est pas grave. Ils n'ont le droit de sortir qu'une heure par jour dans la cour de leur école. La surface de cette cour est tellement contaminée qu'elle a été enlevée.

Les centrales nucléaires c'est comme des immeubles sans toilettes pour les déchets. Chaque région doit réfléchir sur la façon de mettre en valeur ses richesses naturelles et se passer du nucléaire. Mon travail c'est de cultiver des légumes sains pour les hommes. Les premières personnes qui nous ont aidés ce sont les clients du Tekei. C'est important de renforcer ce lien entre producteurs et consommateurs".

Le Japon n'avait déjà que 40 % d'autonomie alimentaire, la catastrophe nucléaire aggrave considérablement la situation.

Témoignages recueillis le 17 mai 2011 à Rennes par Stéphane Ulvoas ■

■ Ces deux paysans étaient invités par l'association Pekea, association d'amitié entre la France et le Japon, notamment animée par Hiroko Amemiya, responsable d'un projet de soutien aux paysans japonais sinistrés, auteur d'une étude sur le passage des Tekeis japonais aux Amap françaises, et Marc Humbert, professeur à l'Université de Rennes, directeur de l'Institut français de recherche sur le Japon contemporain, Maison franco-japonaise, Tokyo. Contact : 02.99.86.17.35, pekea@pekea-fr.org.

- (1) Pratiquant l'agriculture biologique, il l'a diffusée pendant plusieurs années en Thaïlande où il était coopérant.
- (2) Iitate est connu pour ses initiatives écologiques.
- (3) Fonctionnement en Tekei, l'ancêtre japonais de nos AMAP.
- (4) Nōminren, affiliée à *Via campesina*, l'équivalent de la Confédération paysanne au Japon.